

[Quoi de 9 ?]

9 novembre 2021

Les 9 infos du mois



À la [1] : l'Éducation en campagne (électorale)



« Chaque programme présidentiel comporte son volet éducation. On y trouve pas mal de truismes et d'idées dignes d'un discours de Miss France. Tout le monde veut "une école qui garantisse la réussite de tous et l'excellence de chacun" ou "une école de l'égalité et de l'émancipation" ou de "l'excellence pour tous".

Qui va dire qu'il ne veut que la réussite de quelques-uns ou se déclarer pour le maintien des inégalités ? C'est d'ailleurs une des difficultés du débat sur l'Éducation que ce soit au niveau politique ou même dans les salles des profs. Si on se limite aux discours et si on ne va pas voir dans le détail des dispositifs et des pratiques, il est très compliqué d'avancer dans le débat ». Ainsi s'exprimait Philippe Watrelot dans Alternatives économiques en 2017. Qu'en sera-t-il cette fois ? Alors même que l'ensemble des candidat.e.s n'est pas encore connu et que les programmes ne sont pas diffusés, les premières propositions demeurent floues et suscitent la polémique.

L'IFRAP, jamais en retard pour diffuser sa pensée libérale a consacré le dernier numéro de sa revue "Société civile" à "Éduquer mieux, en réallouant et en baissant les dépenses", imaginant que « la question éducative risque d'être au cœur des débats en 2022 ». À partir de l'affirmation d'un surcoût de 30 % de l'enseignement public par rapport à l'enseignement privé, le think tank propose de rationaliser les dépenses d'éducation de 10 milliards d'euros tout en dégagant une enveloppe de 6 milliards d'euros pour financer le coût des réformes, en :

- passant à une gestion locale et forfaitisée de l'enseignement ;
- régionalisant l'éducation et donnant la charge de tous les établissements scolaires aux communes ;
- donnant l'autorité hiérarchique aux chefs d'établissement sur tout le personnel ;
- supprimant la règle du 80/20 (financement public/privé) qui limite le développement de l'enseignement privé ;
- recrutant tous les nouveaux enseignants sous un contrat de droit privé ;
- incorporant une part de 30 % variable de la rémunération et la soumettant aux résultats ;
- annualisant le temps de travail et refondant le service obligatoire.

En un mot, en cassant le service public d'éducation. Les choses ont au moins le mérite d'être dites clairement. Reste à savoir quel.le.s candidat.e.s elles séduiront.

Les [Chiffres] à retenir : « les politiques n'écoutent pas assez les jeunes » pour 80% des Français.e.s

Pour 80 % des Français.e.s (74 % des jeunes, 75 % des jeunes en difficulté, 78% des parents) sondé.e.s par Opinion Way pour les Apprentis d'Auteuil, les responsables politiques ne sont pas assez à l'écoute des jeunes. De même, l'Éducation n'est pas suffisamment prise en compte dans les politiques publiques pour 55 % des jeunes, 54% des jeunes en difficulté, 60% des parents.

79 % des répondant.e.s « considèrent que la jeunesse devrait constituer la grande cause nationale du prochain quinquennat ».

Une grande partie des jeunes apparaît en effet fragilisée : près d'1 sur 5 se dit en échec scolaire, 44 % affirmant avoir connu des difficultés scolaires et 62 % ont le sentiment que cet échec scolaire est en augmentation.



La pandémie a renforcé ces difficultés tant au niveau de l'isolement que sur le plan psychologique.

Pour en savoir davantage : <https://centrehenriagueperse.com/2021/10/15/u-n-manque-de-prise-en-compte-des-jeunes-et-de-leducation-par-les-politiques/>

Dans ce numéro

Éducation et élections	1
Les jeunes et l'Éducation	2
La mort à l'École	3
Un enseignement démocratique	4
Inégalités numériques	5
Culture "plurielle"	6
L'éducation pour la planète	7
À voir, à lire, à écouter	8
À l'agenda	9

Du côté de la [Recherche]: une "éducation" à la mort

« La mort ne s'enseigne pas. Elle est une expérience en soi qu'une pédagogie ou une éducation à la perte pourrait au mieux permettre d'appriivoiser [...] ».

Tel est un des enseignements majeurs donné dans l'ouvrage "La mort à l'école. Annoncer, accueillir, accompagner", publié sous la direction de Christine Fawer Caputo et Martin Julier-Costes (Bruxelles, De Boeck, coll. "Comprendre") en 2015. L'étude proposée par la MAIF et la MGEN vient éclairer cette difficulté d'une éducation à la mort dans laquelle l'École a un rôle à tenir.



LA MORT A L'ECOLE Regards croisés entre les élèves, les enseignants et les parents

Enquête auprès des enseignants, parents et élèves du secondaire



Pour en savoir plus sur les résultats de l'étude MGEN/ MAIF : <https://centrehenriaigueperse.com/2021/10/28/la-mort-a-lecole/>

C'est notre [Histoire] : pour un enseignement "démocratique"

Le saviez-vous ?

Bien qu'aujourd'hui (presque) oublié, l'écrivain bicéphale Erckmann-Chatrian (en fait Émile Erckmann et Alexandre Chatrian), militant de l'école publique et laïque a largement contribué à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et (certainement) de l'histoire avec ses "Contes et romans nationaux et populaires", largement présents dans les bibliothèques scolaires jusqu'au milieu du XXe siècle.



« Imposer à tous les Français l'obligation d'apprendre à lire, écrire et calculer, ouvrir de nouvelles écoles, débarrasser les maîtres de la surveillance des curés, augmenter le nombre des instituteurs et leurs appointements, c'est bien, c'est même très bien, et pourtant ce n'est pas tout. Moi, ce qui m'intéresse le plus, c'est de savoir ce qu'enseigneront ces maîtres d'école nombreux et bien payés. Leur enseignement sera-t-il monarchique ou démocratique ? Voilà le fond de la question. »

Ainsi s'interroge, il y a 150 ans Erckmann-Chatrian dans son "Histoire d'un sous-maître", revendiquant un enseignement "démocratique" afin d'éviter un "antagonisme de classe" entre une "noblesse de l'instruction et de l'argent" et le peuple... une lutte contre les inégalités sociales et scolaires toujours d'actualité.

Pour en savoir plus <https://centrehenriaigueperse.com/2021/11/03/rendre-l-enseignement-democratique-pour-eviter-l-antagonisme-social/>



Alors que la crise sanitaire a mis en évidence l'importance, mais aussi les limites des apports du numérique, il convient de s'interroger sur l'usage des mots et de préférer celui d'« inégalités numériques » à l'usage médiatique de fracture qui

laisse entendre qu'un simple (re)plâtrage pourrait suffire à résorber. Le dossier de l'IFé consacré à ce sujet, met en effet en évidence que le domaine du numérique n'échappe pas à un ensemble d'éléments discriminants.

Ainsi, il apparaît que « plus de trente ans après la parution de La Distinction, [l]es enquêtes continuent de témoigner du maintien de relations étroites entre position sociale, d'une part, et dotation en équipements, détentions de compétences, intensités d'investissement dans les loisirs culturels, usages et goûts, d'autre part ». Et cela s'applique également au numérique. Un enjeu pour l'Éducation qui ne peut se contenter d'approches encore trop "procédurales de l'activité numérique".

Pour aller plus loin : <https://centrehenriaigueperse.com/2021/10/22/les-inegalites-numeriques-cest-aussi-education/>

Un peu de [Culture(s)] : « la France est donc diversité »

Il semble que la question identitaire revienne massivement d'actualité en ce moment et avec elle son pendant de la définition d'une "culture française".

À l'occasion de l'exposition en hommage à Rachid Taha, à l'INSEAC de Guingamp jusqu'au 30 novembre puis au CNAM à partir du 4 décembre prochain, le professeur Aïssa Kadri a rédigé un texte intitulé « Immigration et "culture française", le fleuve et ses confluents ». À partir de la musique et des musiciens, il montre comment se construit une culture de la rencontre, du métissage, une culture en acte, une « création permanente d'une reconstruction culturelle permanente, où les identités se déconstruisent et se reconstruisent et où de nouveaux groupes s'agrègent aux autres, s'estompent ».



Le témoignage « de la force des rencontres entre populations autochtones et allogènes qui ne cessent de « faire France » dans la diversité, les mélanges et les luttes pour la construction d'un contrat civique et politique adapté à un contexte ».

Retrouvez l'intégralité du texte de Aïssa Kadri ici : <https://centrehenriagueperse.com/2021/10/25/immigrations-et-culture-francaise-le-fleuve-et-ses-confluents/>

Chez nos [Voisins] et dans le [Monde] : pour l'Éducation à l'environnement, le compte n'y est pas (encore).



Une récente étude de l'UNESCO dresse un bilan alarmant de la place faite aux questions d'environnement dans les programmes scolaires. Dans les 100 pays étudiés, « seuls 53 % des programmes d'enseignement nationaux dans le monde font référence au changement climatique et, lorsque le sujet est mentionné, il se voit presque toujours relégué au second plan ». De plus, « moins de 40 % des enseignants interrogés par l'UNESCO et l'Internationale de l'Éducation se sentent capables de transmettre des connaissances sur l'urgence climatique » et seulement « un tiers d'entre eux estime pouvoir expliquer les effets du changement climatique sur sa région ou sa ville ». Des données inquiétantes alors que la COP 26 montre combien une prise de conscience est indispensable et qu'elle passe prioritairement par l'Éducation.

Pour en savoir plus :

<https://centrehenriagueperse.com/2021/11/04/l-education-pour-la-planete-est-encore-bien-in-suffisante/>

« L'éducation au climat et à la durabilité doivent être intégrées dans les programmes scolaires afin de dépasser le simple concept de durabilité et de régénérer à la fois l'école et la planète entière ».

Patrizio Bianchi,
ministre italien de l'Éducation

À [Voir], à [Lire], à [Écouter]

La série-manifeste contre les violences faites aux femmes



<https://www.arte.tv/fr/videos/RC-021432/h24/>

Un média à l'École



<https://www.cahiers-pedagogiques.com/petit-cahier-n-16-animer-un-media-scolaire/>

L'égalité : une "Question d'Éduc."



<https://www.unsa-education.com/magazines/questions-deduc-n44/>

Politiques de l'enfance



<https://www.strategie.gouv.fr/publications/seminaire-premiers-developpement-jeune-enfant-politiques-publiques-synthese>

À noter dans [l'agenda]

Les 12 et 13 novembre 2021

AFIRSE 2020 > 2021 ? - Conditions et moyens de la recherche en éducation dans le contexte de l'anthropocène

Notre époque est marquée par une entrée dans une ère qu'on qualifie d'"anthropocène", c'est-à-dire dans un contexte où « les activités humaines ont causé une rupture des équilibres naturels de la planète ». Cet "âge de l'homme" est appréhendé tantôt comme catastrophe assurée, tantôt comme fantasme, tantôt comme promesse de retour à l'essentiel naturel, ou encore comme indécidabilité radicale. Dans tous les cas, la responsabilité humaine, en termes de causes comme en termes d'agir présent et futur, n'est plus contestée de façon crédible.

Alors que les enjeux éducatifs sont conjointement et systématiquement biologiques, cognitifs, sociaux, économiques, technologiques, politiques, bref vitaux au sens plein du terme, il s'agit de travailler « les nouvelles formes de la recherche en éducation au regard d'une Europe en devenir ».

Association francophone internationale de recherche scientifique en éducation (AFIRSE)

Saint-Denis et Aubervilliers

Le 20 novembre 2021

École de la fracture ou école de la culture? Les savoirs au centre du débat



Organisation : Collectif d'interpellation du curriculum (CICUR)

BNF Paris

Le 9 de chaque mois, c'est
[Quoi de 9?]



Le Centre de Recherche, de Formation et
d'Histoire sociale de l'UNSA Éducation

Pour tout contact :

Denis Adam

Délégué général

Centre Henri Aigueperse

87bis, avenue Georges Gosnat

94200 Ivry-sur-Seine

Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel :

centrehenriaigueperse@unsa-
education.org

Retrouvez-nous sur notre site :

<https://centrehenriaigueperse.com>

Au Panthéon des petites gens

Toutes et tous sont à bord.

Il y a la vieille Jeanne avec « son auberge ouverte aux gens sans feu ni lieu [...] la dernière où l'on peut entrer sans frapper, sans montrer patte blanche », car « chez Jeanne, la Jeanne on est n'importe qui on vient n'importe quand et comme par miracle, par enchantement on fait partie de la famille . Dans son cœur en s'poussant un peu reste encore une petite place. »

Il y a le pauvre Martin « avec sa bêche à l'épaule, avec, à la lèvre, un doux chant [...] avec à l'âme un grand courage, [qui] s'en allait trimer aux champs ! ».

Il a ces « amoureux qui s'bécotent sur les bancs publics [et qui] ont des p'tites gueules bien sympathiques ».

Il y a aussi ces prostituées, car « bien que ces vaches de bourgeois les appellent des filles de joie, c'est pas tous les jours qu'elles rigolent. [...] Elles sont méprisées du public, elles sont bousculées par les flics, et menacées de la vérole ».

Il y a évidemment « l'Auvergnat qui, sans façon [a] donné quatre bouts de bois », « l'hôtesse qui, sans façon, [a] donné quatre bouts de pain », « l'étranger qui, sans façon, d'un air malheureux [a] souri ».

Il y a encore ce père - moins connu certainement - de ce bachelier voleur et dont on craignait qu'il fit un malheur en venant le rechercher au poste, « mais il n'a pas déclaré, [...] que l'on avait sali son nom. Dans le silence on l'entendit, [...] qui lui disait : " Bonjour, petit " On le vit, on le croirait pas [...] lui tendre sa blague à tabac ». A-t-il eu « raison [...] d'agir d'une telle façon » ? , mais « un enfant perdu [...] a de la corde de pendu [et] de la chance quand il a [...] un père de ce tonneau-là ».

Toutes et tous sont à bord "des copains d'abord" dans le Panthéon des petites gens de Georges Brassens, né il y a cent ans et mort il y en a quarante.